

# EN AMÉRIQUE LATINE, L'EXPANSION DES DROITES

PAR  
**Christophe VENTURA**  
**Directeur de recherche à l'IRIS**

NOTE D'ACTUALITÉ - FÉVRIER 2026

Note d'actualité réalisée par l'IRIS pour le compte de l'Agence française de développement.

Les analyses et conclusions de cette note sont formulées sous la responsabilité de leurs auteurs. Elles ne reflètent pas nécessairement le point de vue de l'Agence française de développement.

En 2026, cinq élections majeures se tiendront en Amérique latine. La première se déroulera le 1<sup>er</sup> février au **Costa Rica** (élections législatives et présidentielles). Elle indiquera qui succèdera pour quatre ans (2026-2030) à M. Rodrigo Chaves (centre droit) à la tête du pays centre-américain<sup>1</sup>. Quelques jours auparavant, le 27 janvier, aura eu lieu la prise de fonction du nouveau président du **Honduras** voisin (2026-2030), M. Nasry « Tito » Asfura (droite). Candidat directement soutenu durant la campagne par le président américain Donald Trump – ce dernier avait enjoint les Honduriens de voter pour lui s'ils voulaient conserver les aides financières de Washington octroyées au pays – M. Asfura voit la légitimité de sa victoire contestée par ses adversaires malheureux qui dénoncent des fraudes et les ingérences du président républicain. Le 8 mars, des élections législatives auront lieu en **Colombie**, trois jours avant la prise de fonction (11 mars) du nouveau président d'extrême droite José Antonio Kast (Parti républicain) au **Chili** (2026-2030). Ce scrutin constituera le premier jalon pavant la fin du mandat du président Gustavo Petro (gauche), au pouvoir en Colombie depuis 2022. Le premier tour de l'élection présidentielle, au terme de laquelle son successeur présidera le pays pour quatre ans (2026-2030) à partir du 7 août, se tiendra le 31 mai, suivi d'un second (en cas de nécessité si aucun des candidats n'atteint 50 % des voix), le 21 juin.

Au **Pérou**, des élections générales (législatives et présidentielles) se tiendront le 12 avril dans un contexte d'instabilité politique permanente depuis 2016. Le pays a connu sept présidences depuis cette date. L'actuel dirigeant, M. José Jeri (droite), est l'ancien chef du Parlement et dirige l'État depuis le 10 octobre 2025 dans le cadre d'un gouvernement de transition mis en place suite à la destitution de sa prédécesseure Mme Dina Boluarte. Les députés du Congrès, ainsi que le ou la président(e), seront élu(e)s pour un mandat de cinq ans (2026-2031).

En **Haïti**, le Conseil provisoire de transition annonce des élections législatives et présidentielles le 30 août<sup>2</sup>, après dix ans passés sans aucune consultation politique dans ce pays sans président depuis l'assassinat de M. Jovenel Moïse en 2021. Depuis, Haïti est plongé dans une profonde crise politique doublée d'un déchaînement de la violence des gangs qui contrôlent l'essentiel de la capitale Port-au-Prince.

Enfin, le **Brésil**, première puissance régionale, clôturera l'année électorale. Le premier tour de l'élection présidentielle s'y tiendra le 4 octobre (un second le 25 si nécessaire), tandis que le Congrès (Sénat et Chambre des députés), ainsi que les gouverneurs des États (au nombre de 27), seront également renouvelés le 4 octobre (partiellement dans le cas du Sénat<sup>3</sup>). Le ou la prochain(e) président(e) dirigera le géant latino-américain pour quatre ans, de janvier 2027 à janvier 2031. À ce jour, le président sortant Luiz Inácio Lula da Silva – dit « Lula » – (gauche) pourrait se représenter pour un quatrième mandat et domine son rival potentiel dans les enquêtes d'opinion. Le sénateur Flávio Bolsonaro, fils aîné de Jair Bolsonaro, a été désigné par son père comme son successeur. L'ancien président d'extrême droite (2019-2023) a été

<sup>1</sup> Si aucun candidat à la présidentielle n'atteint 50 % des voix, un second tour se tiendra le 5 avril.

<sup>2</sup> Un second tour est prévu pour la présidentielle le 6 décembre en cas de nécessité.

<sup>3</sup> 54 sièges sur 81 (les 2/3). Pour leur part, les 513 sièges de députés seront renouvelés.

condamné à 27 ans de détention pour tentative de coup d'État après sa défaite contre Lula en 2022.

Au-delà des configurations internes propres à chaque pays concerné, ces élections s'inscrivent dans un contexte commun dans une Amérique latine divisée sur le plan idéologique. Ce dernier est marqué par une poussée des forces de droites conservatrices, religieuses (catholiques et évangéliques) et d'extrême droite au détriment des gauches locales et par le retour agressif des États-Unis dans la région après leur intervention militaire illégale au Venezuela ayant débouché le 3 janvier 2026 sur l'enlèvement du président M. Nicolas Maduro et son épouse. Washington affiche son ambition : reconquérir sa sphère d'influence latino-américaine – par la coercition ou le consentement – pour garantir sa suprématie et sa sécurité futures dans l'« Hémisphère occidental » (l'ensemble du continent américain dans le langage stratégique de Washington, du Groenland à la Terre de Feu) face à ses adversaires et rivaux (Chine et secondairement Russie)<sup>4</sup>.

## VAGUE DES DROITES

L'année 2025 a confirmé la dynamique politique favorable aux droites et extrêmes droites latino-américaines. Elles ont remporté la quasi-totalité des élections qui se sont tenues dans la région. En Équateur, M. Daniel Noboa a été réélu le 13 avril pour quatre ans (2025-2029) avec 56 % des voix contre son adversaire de gauche Mme Luisa Gonzales (44 %) qui conteste le résultat. Fervent soutien de Donald Trump et souhaitant faire de son pays le principal allié sécuritaire et militaire de Washington en Amérique du Sud (notamment en invoquant la lutte contre les drogues dont l'Équateur est devenu le « hub » des exportations régionales), le natif de Miami a néanmoins connu de premiers déboires avec le rejet de ses propositions lors d'un référendum organisé le 16 novembre. Les Équatoriens ont en effet rejeté à plus de 60 % celles concernant la modification de la Constitution en vue d'autoriser le retour de bases militaires étrangères dans le pays (États-Unis), la convocation d'une assemblée constituante, la fin des financements publics des partis politiques et la réduction du nombre de députés.

Au Honduras, la gauche (le gouvernement de Mme Xiomara Castro) a perdu le pouvoir au profit de M. Asfura lors des élections du 30 novembre. En Bolivie, la victoire (19 octobre) de M. Rodrigo Paz (centre droit) avec près de 55 % des voix contre M. Jorge Quiroga (droite) a mis fin à vingt ans de domination du Mouvement au socialisme (MAS). Le nouveau président, qui dispose d'un mandat de cinq ans (2025-2030), se déclare favorable à une alliance avec les États-Unis et fait face à de premières difficultés internes liées à sa rupture avec son populaire vice-président M. Edmand Lara, qui s'oppose à la plupart de ses décisions austéritaires en matière économique et sociale pour faire face à la crise économique et monétaire du pays andin.

<sup>4</sup> Lire le document de « Stratégie de sécurité nationale » de la Maison-Blanche publié le 5 décembre 2025 sur son site (Doctrine Monroe et « corollaire Trump ») : <https://www.whitehouse.gov/wp-content/uploads/2025/12/2025-National-Security-Strategy.pdf>

Au Chili, c'est face à la candidate communiste Mme Jeannette Jara, représentante du gouvernement sortant présidé par M. Gabriel Boric, que M. Kast, nostalgique assumé de la dictature d'Augusto Pinochet (1973-1990), l'a confortablement emporté le 14 décembre. **Dans un contexte où le vote était obligatoire, il est devenu le président le mieux élu de l'histoire du Chili avec plus de 58 % des voix obtenues (7,2 millions).**

En Argentine, le président Javier Milei a aisément remporté les élections législatives du 26 octobre avec 41 % des voix, loin devant ses adversaires péronistes. Soutenu par Donald Trump qui appelait à voter pour son parti La Libertad Avanza (La liberté avance), M. Milei et son camp ont déjoué toutes les enquêtes d'opinion qui pronostiquaient un coude-à-coude entre les deux forces. Ce faisant, le président libertarien, qui entend incarner le leadership sud-américain des gouvernements alignés sur Washington (et Tel-Aviv) en matière de politique étrangère, a pu renforcer son pouvoir au sein du Congrès et dispose désormais de marges de manœuvre élargies pour mener ses politiques économiques néolibérales.

La seule victoire obtenue par un parti qualifié de gauche dans la région est intervenue au Suriname avec l'élection (par désignation du Parlement) à la présidence de Mme Jennifer Geerlings-Simons (Parti démocratique national - NDP), le 6 juillet. Il s'agit de la première femme à diriger ce pays, ancienne colonie des Pays-Bas, pour cinq ans (2025-2030). D'importants gisements de pétrole offshore y ont été découverts en 2020, offrant des perspectives financières et stratégiques inédites pour ce pays indépendant depuis 1975.

## **DERRIÈRE LA MONTÉE DES DROITES, DES SOCIÉTÉS EN MUTATION**

Plusieurs phénomènes combinés expliquent la montée des droites régionales. Cette vague trouve son origine dans la crise économique et sociale qui sévit en Amérique latine depuis le milieu des années 2010 (suite à la crise financière internationale de 2008), aggravée par la pandémie de Covid-19 (2020-2021) et la guerre en Ukraine (2022). Croissance atone (cette dernière est la plus faible des pays émergents depuis la fin de la pandémie de Covid-19), poussées inflationnistes qui rongent le pouvoir d'achat, persistance de l'informalité dans le travail, augmentation des inégalités et de la précarité sociales qui affecte notamment les classes moyennes et populaires, dégradation des services publics et des systèmes sanitaires, endettement des États : chaque pays de la région est concerné. Partout, les mécontentements populaires explosent régulièrement depuis la fin des années 2010 (manifestations, mouvements sociaux au Chili, en Colombie, en Équateur entre 2019 et 2021) sans que les gouvernements n'aient pu, ou su, apporter des solutions durables aux revendications et demandes sociales. Et débouchent sur ce que l'on appelle « el voto castigo » (vote de rejet ou de protestation).

Durant toutes ces années (de 2008 au début des années 2020), ce sont souvent des

gouvernements progressistes qui ont dirigé les sociétés latino-américaines. Les courants conservateurs et d'extrême droite des années 2020 profitent de leur usure au pouvoir et/ou de leur incapacité à avoir résolu les problèmes socio-économiques. Et ce, notamment auprès des catégories populaires, des classes moyennes modestes et des jeunes, ces derniers n'ayant souvent connu que ces gouvernements au pouvoir. Au Chili par exemple, la non-matérialisation des aspirations profondes du soulèvement social de 2019 a démonétisé la gauche aux responsabilités de 2021 à 2025 et ouvert la voie à la victoire de José Antonio Kast. Dans ce pays comme ailleurs, le bilan des gouvernements en matière de lutte contre la criminalité, phénomène qui s'est intensifié et étendu dans la région dans la même période avec le développement du narcotrafic, est jugé insatisfaisant. Dans la plupart des pays latino-américains, les violences et les homicides ont augmenté. Et les phénomènes de corruption sont omniprésents tandis que la crise vénézuélienne a provoqué, depuis 2015, des flux migratoires nouveaux dans la région. Les crises à Cuba ou en Haïti contribuent également à cette situation. Ces thèmes (insécurité, corruption – des classes politiques et des institutions –, immigration) s'installent désormais au cœur des campagnes électorales. Leur centralité remplace peu à peu celle des questions de justice sociale, d'écologie ou de progrès des droits individuels et collectifs qui rythmaient la vie publique durant la période antérieure. Ils constituent l'armature programmatique des nouvelles droites et de leurs politiques répressives. D'autres causes expliquent l'ascension de ces dernières. Depuis la fin de la pandémie, l'auto-entrepreneuriat s'est développé comme forme de création d'activités économiques, notamment dans les services liés aux nouveaux développements des plateformes numériques (transports, restauration, import-export, etc.). Cet essor du travail « à son compte », particulièrement favorisé par le poids du secteur informel qui absorbe près d'un travailleur sur deux en moyenne en Amérique latine, nourrit les tendances à l'individualisme social et politique. Et agrave la précarisation du travail comme il révèle la faiblesse des États à garantir des emplois stables et des systèmes de protection sociale efficaces et accessibles aux populations. Enfin, la féminisation des sociétés s'est accélérée depuis le début des années 2000 (majorité démographique, accès accru à l'éducation supérieure, avancée des droits individuels et collectifs, notamment en matière sexuelle et reproductive, etc.). Dans un contexte de dégradation socio-économique généralisée, le nouveau statut des femmes et leurs droits (ainsi que ceux des minorités de genre) sont remis en cause, à partir de multiples points d'entrée, par les courants conservateurs, religieux et traditionnalistes, dont les préoccupations sont aisément récupérées par les formations de la droite radicale.

Ainsi, les forces conservatrices ou réactionnaires latino-américaines peuvent compter sur de puissants combustibles pour soutenir leur marche en avant. Parmi ceux-ci, plusieurs sont particulièrement performants : le mécontentement social, la non-consolidation des avancées des années 2000, la perte de confiance concomitante dans les personnels politiques et les institutions, la fatigue politique, le manque de perspectives en matière de mobilité et de réussite sociales. Ou encore le ressentiment contre les « nouveaux entrants » dans la société active (femmes, migrants) dans un contexte de raréfaction des ressources économiques et

sociales et d'aiguisement de la concurrence pour y avoir accès, ainsi que l'augmentation des violences.

Ces phénomènes entretiennent la polarisation et la fragmentation des électorats comme ils favorisent les acteurs politiques qui prônent le rejet des sortants.

Dans tous les pays qui entrent en année électorale en 2026, les gouvernements en place devront faire face à ces dynamiques qui travaillent chaque société et traversent tous les États latino-américains.

**Onze d'entre eux sont aujourd'hui gouvernés par des dirigeants de droite, conservateurs ou d'extrême-droite :** l'Argentine (M. Milei), la Bolivie (M. Rodrigo Paz), le Chili (M. Kast), le Costa Rica (M. Rodrigo Chaves), le Salvador (M. Nayib Bukele), l'Équateur (M. Daniel Noboa), le Honduras (M. Asfura), le Panamá (M. José Raúl Mulino), le Paraguay (M. Santiago Peña), le Pérou (M. José Jerí) la République dominicaine (M. Luis Abinader).

© IRIS - Tous droits réservés

L'IRIS, association reconnue d'utilité publique, est l'un des principaux think tanks français spécialisés sur les questions géopolitiques et stratégiques. Il est le seul à présenter la singularité de regrouper un centre de recherche et un lieu d'enseignement délivrant des diplômes, via son école IRIS Sup', ce modèle contribuant à son attractivité nationale et internationale. L'IRIS est organisé autour de quatre pôles d'activité : la recherche, la publication, l'organisation d'évènements et la formation.



[www.iris-france.org](http://www.iris-france.org)

Twitter : @InstitutIRIS - Facebook : InstitutIRIS - Instagram : institut\_iris

2 bis rue Mercœur - 75011 PARIS / France - Tél : + 33 (0) 1 53 27 60 60

## Pour un monde en commun

L'Agence française de développement (AFD) met en œuvre la politique de la France en matière de développement et de solidarité internationale. À travers ses activités de financement du secteur public et des ONG, ses travaux et publications de recherche (Éditions AFD), de formation sur le développement durable (Campus AFD) et de sensibilisation en France, elle finance, accompagne et accélère les transitions vers un monde plus juste et résilient.

Nous construisons avec nos partenaires des solutions partagées, avec et pour les populations du Sud. Nos équipes sont engagées dans plus de 4 000 projets sur le terrain, dans les Outre-mer, dans 115 pays et dans les territoires en crise, pour les biens communs – le climat, la biodiversité, la paix, l'égalité femmes-hommes, l'éducation ou encore la santé. Nous contribuons ainsi à l'engagement de la France et des Français en faveur des Objectifs de développement durable (ODD). Pour un monde en commun.



[www.afd.fr](http://www.afd.fr)

Twitter : @AFD\_France - Facebook : AFDOfficiel - Instagram : afd\_france

5, rue Roland-Barthes -75598 Paris cedex 12 -France - Tél. : +33 1 53 44 31 31